

PARTI DJIBOUTIEN POUR LE DEVELOPPEMENT

Siège central :Gachamaleh, BP : 892, Tél : 00253 77822860, Djibouti.

Le Président

Bilan de vingt années de pouvoir de M. Ismaël Omar Guelleh (IOG): vingt ans de mensonge et de division de l'unité.

IOG est un homme qui a double personnalités:

Sa 1^{ère} personnalité:Ses anciens collègues de la police, avant l'indépendance, le décrivent comme un homme sentimental, incapable de prendre une décision. C'est sa vraie personnalité. Avec son laisser faire, il a favorisé l'impunité totale, la corruption généralisée dans le pays. On est arrivé à un point tel que, au niveau de chaque service de l'Etat, chacun fait ce qu'il veut. L'Autorité de l'Etat n'existe plus.

Sa 2^{ème} personnalité:celle-là, il s'est construite en profitant de ses fonctions du Chef de Cabinet du premier Président de la République (que son âme repose en paix) et Directeur de sécurité, pour cacher son incapacité à diriger le pays. Il se montre autoritaire en verrouillant l'espace démocratique, en personnalisant le pouvoir à l'extrême, en s'appropriant les biens de l'Etat, en monopolisant les médias publics qui ne diffusent que les mensonges du pouvoir. A écouter la radio et la télévision de Djibouti, on se croirait se trouver dans un pays de l'ex-bloc soviétique.

Pour asseoir cette nouvelle personnalité, il s'appuie sur les forces de l'ordre, sur la justice. Par exemple, dès qu'il y a un groupe des personnes, quel que soit leur âge ou leur sexe, qui ont des revendications à lui transmettre en arrivant devant le Palais, aussitôt il les fait embarquer par la police et les conduire au fameux camp de détention de NAGAD au lieu d'envoyer l'un de ses collaborateurs à écouter leurs doléances. Cela nous montre son manque de courage à

discuter avec les gens. Il y a quelques années déjà, un jeune invalide de conflit civil de 1991, venu revendiquer ses droits, avait été abattu devant le palais présidentiel.

Cependant, pour les réalisations qu'il rappelle dans tous ses discours, nous reconnaissons celles de chemin de fer, du Port Chinois dont le contrat est resté secret.

En revenant au Port de Doraleh, il est vrai, en tant que Chef de l'Etat, signataire des accords avec des Etats étrangers, il peut parfaitement revendiquer sa réalisation même s'il n'est pas l'initiateur. Pour ce Port la palme revient à un grand homme qui flaire les affaires, c'est son ex-ami Abdourahman Boreh qui s'affiche aujourd'hui avec les hommes d'affaires internationaux. C'est lui qui l'avait introduit auprès des autorités des Emirats Arabes Unis et qui a largement contribué au développement de son pays au début du mandat d'IOG avant que ce dernier s'embrouille avec lui pour des raisons qui restent, à ce jour, inconnues.

UNITE

Quant à l'unité, M. IOG a commencé sa division lors de la création de la Garde Républicaine dont l'effectif de 600 était composé pour 90% de son clan. Par la suite, il n'a fait qu'accélérer cette division dans l'administration, les Etablissements publics, les Armées et autres Agences autonomes. Aujourd'hui, sur un effectif de plus de 2000 personnes de la Garde Républicaine, le nombre des autres composantes de la Nation reste insignifiant par rapport à son clan.

Par ailleurs, comme il sait ce qu'il fait en pratique quotidiennement, M. IOG craint d'être accusé de tribalisme, il ne cesse de répéter le mot « UNITE » comme lors de son discours du 1^{er} Novembre 2018 par hypocrisie. En réalité, il est le principal diviseur de « l'UNITE » dans notre pays par l'exclusion de tous ceux qui ne sont pas ses proches. Pour le prouver, il suffit de publier la liste des responsables de l'Administration, des Etablissements publics, des Agences Autonomes et des Armées. Même les marchés publics des centaines des millions de francs Djiboutisont réservés à ses proches. S'y est ajouté maintenant depuis le 28 Octobre 2018, la gestion des corridors routiers.

C'est sa politique volontariste pour éliminer certaines composantes de la Nation par le biais de ses Ministres.

C'était l'absence de l'Unité qui avait déclenché le premier conflit civil. M. IOG, au lieu de la favoriser, il a agi dans le sens contraire. Pourtant, lors de la signature de l'accord du 12 Mai 2001 avec le FRUD armé du défunt Ahmed Dini, il avait déclaré devant la Communauté Internationale et l'opinion nationale au Palais du Peuple, « **JAMAIS PLUS çA** ».

Cette phrase est restée sans suite et désormais fait partie de ses multiples mensonges dont il est devenu professionnel.

Son grand mensonge, c'est la promesse qu'il avait faite au feu Ahmed Dini quand il lui avait rendu visite à l'hôpital Bouffard le 6 Septembre 2004. Il lui avait pris l'engagement de rembourser la caution de trente deux millions cinq cent mille francs Djibouti des élections législatives de 2003 qu'il avait bloquée arbitrairement. Moi, je lui avais rendu visite le 7 Septembre 2004, feu Dini [que son âme repose en paix] m'en avait informé. A ce jour, M. IOG n'a pas honoré cette promesse comme un bon musulman l'aurait fait surtout après son décès le 12 de ce même mois. C'est immoral de la part d'un croyant.

Son objectif, c'était et l'est encore de priver l'opposition des moyens financiers. Actuellement, pour les trois partis d'opposition qui ont des représentants à l'Assemblée Nationale, il refuse de leur payer leurs subventions légales en violation flagrante de l'accord signé entre le gouvernement et l'Union pour le Salut National [USN] le 30 Décembre 2014, et aussi du décret n° 93-0022/PRE en date du 29 Mars 1993 et l'article 9 de la loi n° 127 /AN/16/7ème L Du 16 Janvier 2016. Pourtant, il avait qu'il serait « **GARANT** » de cet accord devant la Communauté Internationale et le peuple Djiboutien en direct à la RTD. Alors que tous les partis de l'UMP les perçoivent régulièrement. Les deux des trois partis, Parti Djiboutien pour le Développement [PDD] et Union pour la Démocratie et la Justice [UDJ] continuent à réclamer celles de la 7ème législature.

SANTE.

Depuis l'arrivée de M. IOG au pouvoir, comme tous les services de l'Etat, la santé s'est trop dégradée bien que certains nouveaux matériels installés, des nouveaux bâtiments construits et les anciens réhabilités, des nouveaux médecins formés. Mais tous ces investissements n'ont pas permis au service de santé de s'améliorer, d'être à la hauteur de ses missions dont les soins des malades. Pourtant, nous avons des médecins nationaux compétents mais découragés par le régime à cause de l'impunité favorisée par M. IOG et son manque de courage de prendre de décision.

Au contraire les hôpitaux sont devenus des mouroirs par manque des médicaments dans tous les centres médicaux du territoire, aussi bien dans la capitale que dans toutes les régions.

A chaque fois que M. IOG se rend à l'intérieur du pays, il promet des hôpitaux régionaux, il fait l'éloge du service de santé dont il sait pertinemment qu'il ne fonctionne plus. C'est

toujours son mensonge qui est devenu une maladie pour lui. Alors que la population vit quotidiennement l'état de ce service dont l'absence le fait souffrir.

La preuve que la santé est défaillante dans notre pays, la personne en charge de ce département s'est fait soigner dans un hôpital à l'étranger et inonde les réseaux sociaux de ses photos.

Pire, l'Etat envoyait certains malades dans des hôpitaux étrangers pour les faire soigner à l'extérieur du pays. Cette possibilité n'existe plus maintenant à cause de la défaillance de l'Etat à s'acquitter de ses dettes envers ces hôpitaux.

VOIRIE.

En 20 ans de pouvoir d'IOG, la Capitale est devenue une poubelle où aucun quartier n'est épargné. Cependant, il ne cesse de vanter le développement du pays que l'on devait mesurer par rapport à la capitale. Pour constater son état, il suffit de se rendre à la place du 27 Juin [ex-place Ménélik] où tout touriste visite dès son arrivée dans le pays. Elle est désolamment pour nous Djiboutiens et c'est une honte de dire c'est la place principale de la capitale. Le développement d'un pays ça saute aux yeux dès qu'on met le pied dans sa capitale. Malheureusement, ce n'est pas le cas de notre pays même si le Chef de l'Etat s'en vante.

Comme M. IOG est devenu champion de démembrement des services publics depuis son arrivée au pouvoir, le service de la voirie a été détaché de la mairie et transformé en une agence autonome. Avec son laisser faire, personne ne contrôle toutes ces agences autonomes qu'il a créées et chacune d'elles est laissée à la merci de son Directeur.

La nouvelle maire, malgré sa bonne volonté, se retrouve démunie de son principal service pour accomplir les tâches qui lui incombent en tant Maire de la capitale. Il ne lui reste uniquement à signer des actes administratifs.

ELECTRICITE.

Les Djiboutiens souffrent beaucoup des factures de l'électricité de Djibouti [EDD] qui restent trop élevées par rapport au prix d'achat de KW que cet établissement paye à son fournisseur, l'Ethiopie.

En effet, il achète à 7 cts de dollars, soit 12 FD le KW. Il facture au public à 50 FD, soit 4 fois le prix initial. Cela signifie que chaque citoyen consacre plus de six mois de salaire aux factures de

l'EDD. Cette situation contribue aussi à l'appauvrissement de la population Djiboutienne, voulue par M. IOG.

Quant à M. IOG, il sait uniquement se vanter et continue à mentir par annonce des projets dont il sait consciemment qu'ils ne vont jamais aboutir. C'est le cas actuellement en Géothermie où deux puits forés au lac Assal n'ont rien donné

L'Etat a contracté plus de cent cinquante millions de dollars pour l'exploration de cette énergie dans la zone de lac Assal, pour l'instant aucun espoir même si M. IOG ne cesse de faire la publicité pour cette énergie dont l'exploitation reste incertaine. Il lie même la baisse du KW de l'EDD pour les citoyens à sa mise en service.

Déjà après le constat sur le résultat de son exploration dans cette zone, la rumeur court que la recherche de la géothermie va se déplacer sur le site de lac abbé.

Pour M. IOG, le mensonge est devenu un système politique par lequel il fait endormir le peuple mais maintenant, le réveil de ce dernier risque d'être brutal après sa très longue patience.

ADMINISTRATION.

Lors de son investiture le 7 Mai 2005 pour son second mandat, IOG, dans son interview accordée à un journal édité par l'équipe de la communication de la Présidence, spécialement pour le 8 Mai, avait déclaré que l'Administration n'était pas sa priorité. Par la suite, il a réussi

à la détruire et actuellement elle est inexistante. Cela permet aux auteurs de détournement des deniers publics de ne pas laisser de traces. De plus, les documents ne sont plus classés et les responsables font disparaître délibérément les archives.

Avec recul, on peut se poser la question suivante : Est-ce que M. IOG n'avait pas prémédité tout ce qui se passe actuellement dans le pays pour permettre à certains de ses favoris de s'enrichir avec les deniers publics ?

Par ailleurs, le service public est aussi inexistant, chacun s'appropriant le domaine dont il est responsable. Chaque Directeur ou chaque chef de service a mis un vigile ou un policier devant la porte de son bureau. Les administrés n'y ont plus accès, même pour prendre un rendez-vous au secrétariat. Ce qui compte pour eux, c'est comment monnayer leur service pour s'enrichir trop vite sous le silence complice d'IOG qui a laissé l'impunité s'installer à tous les niveaux.

JUSTICE.

La justice reste le 2ème pilier du pouvoir d'IOG après les forces de maintien de l'ordre. Il l'utilise pour faire étouffer toute contestation ou même simple revendication légitime des employés en combinant les deux : les 1ère chargées des arrestations et la seconde condamnation.

Avec des jeunes magistrats formés, notre justice aurait pu avoir une meilleure réputation auprès de citoyens Djiboutiens ou de la communauté internationale. Mais l'interférence du pouvoir allant même jusqu'à l'intimidation des magistrats ne laisse aucune chance à une justice équitable.

EDUCATION.

Affaibli par la fuite à l'étranger des enseignants de valeur, due à la répression du régime contre eux, l'éducation ne s'est jamais reprise à son niveau initial.

Aussi, les réformes entreprises pendant la 1ère décennie du pouvoir d'IOG, n'ont pas non plus contribué à redresser l'enseignement mais au contraire, elles ont conduit à son rabais qu'à sa modernisation. Le pouvoir est conscient de la baisse du niveau de cet enseignement de base, ses responsables inscrivent leurs enfants dans les écoles et les lycées privés.

Cependant, je peux me permettre de féliciter M. IOG pour son initiative relative à la création de l'Université qui a pu former des centaines de jeunes diplômés.

Mais, toutefois le point faible de l'Education reste la formation des jeunes pour faire baisser le chômage trop élevé dans notre pays. Actuellement, des centaines d'emplois qui auraient résorbé une partie de ces chômeurs, sont occupés par des étrangers par manque de main d'œuvres nationaux qualifiés.

Les Etablissements créés à cet effet, tombent en ruine tels que le CFPA et le LIC en ce moment.

LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME.

IOG ne les connaît pas. Pour lui, ce sont les affaires des pays occidentaux. Jusqu'à présent, il a fait ce que lui semble bon de son peuple. C'est plutôt pour cacher sa faiblesse à diriger le pays qu'il a choisi le laisser faire. Il compte plus sur la force mais tout le monde sait la fin d'un régime basé sur la force. Tôt ou tard, il finit toujours par la destruction du pays et ses responsables n'en sont pas épargnés.

Lors de la grève des employés du Port de Djibouti en Septembre 2005, il a montré qu'il n'était prêt à faire l'ouverture démocratique et il continue toujours sur la même voie. Aussi, le 1^{er} Avril 2006, une délégation conjointe de la FIDH et CISL avait été refoulée de l'aéroport et renvoyé par le même vol sur son ordre. C'était, pour montrer à l'opinion internationale qu'il ne respectait aucun droit de l'homme.

Par contre, M. IOG est devenu champion de faire adopter toutes les lois, ratifier tous les traités et conventions garantissant les droits de l'homme en République de Djibouti en conformité avec les droits internationaux mais par la suite il les met dans le tiroir et n'applique aucune.

Pour améliorer son image à l'étranger, il crée toutes sortes de commissions prévues dans les lois promulguées ou dans les conventions ou traités ratifiés. Cela reste du poudre aux yeux. Leur rôle se limite uniquement à rencontrer des délégations arrivant de l'extérieur pour s'assurer de la réalité de l'existence du respect des droits de l'homme dans notre pays. Elles se font porte parole du pouvoir, elles confirment auprès de ces délégations que tout se passe bien et qu'il n'y a pas d'abus de pouvoir. Et pourtant, sous leurs yeux, le pouvoir arrête les citoyens sans motif et les envoie à la prison de Gabode. Tout récemment, deux vieux très âgés ont été arrêtés et conduits à la prison de Gabode sous prétexte qu'ils se sont réunis avec d'autres vieux d'un autre clan. Cela ne constitue pas un délit mais le patron en a décidé ainsi. Même dans ce cas, les membres de la Commission Nationale des Droits de l'homme [CNDH] ne peuvent intervenir. Même, s'ils ont de la bonne volonté, tellement la pression du pouvoir, en particulier de M. IOG, est forte, ils restent paralysés.

Comme M. IOG est un ancien policier et continue de se servir de sa méthode, il pratique la manipulation policière pour détourner la communauté internationale en la faisant croire avec l'existence de toutes ces commissions que tout est respecté tels que droit de l'homme, démocratie, élection libre pour laquelle il a ratifié la Charte africaine en 2007 mais jamais appliquée, etc...

Enfin de compte, il réussit à leur mentir au même titre que le peuple Djiboutien. On peut alors dire que M. IOG exporte son mensonge au delà de la frontière de la République de Djibouti.

Par ailleurs, il ne permet même pas d'exercer librement des activités commerciales aux citoyens. C'est ainsi que, déjà trois hommes d'affaires avaient fui à l'étranger après des ennuis avec M. IOG qui leur réclamait des centaines des millions francs Djibouti avec menace d'emprisonnement. La semaine dernière, ce fut le tour d'un 4^{ème} grand commerçant bien connu à Djibouti, sérieux et estimé par tous les Djiboutiens et aussi dans la région, qui a été victime d'excès de M. IOG qui a pris le pays en otage. Il le gère comme sa propriété et s'attaque à qui il veut pour des raisons obscures. Il lui a fait bloquer sa patente d'importation et sa licence de bureau de transfert, déjà payées pour l'année 2019.

Ce qui est arrivé à ce commerçant, atteindrait un jour aux autres qui croient, en finançant le Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP) et la campagne de M. IOG sont épargnés mais ils se trompent. Tellement, il a un grand appétit pour l'argent, il aime ceux des autres.

Au lieu de croire à son mensonge, ces commerçants devaient plutôt penser à sauver d'abord le pays et par là leurs biens sinon ces derniers ne sont pas à l'abri de la saisie forcée de M. IOG. Il agit ainsi parce que' il n'a jamais porté la casquette de Chef d'Etat mais il s'est toujours comporté comme un policier dans le pays. Il le met quand il part participer aux sommets des Chefs d'Etats ou en voyage officiel dans un pays tiers.

Pour rappel,

Lors de son accession à la tête du pays en Avril 1999, le journaliste **au mensuel Africasia**, M. SAVANAY MAMADOU SALIOU avait publié un article dans le numéro de Mai 1999 dont le titre s'intitulait « **la déraison au pouvoir** » et qui se terminait par la question suivante :« est-ce que **l'ancien policier saura-il devenir Chef d'Etat?**

J'avais déjà répondu à cette question dans mon précédent bilan de dix ans de M. IOG, publié en Avril 2009 et j'avais constaté que Monsieur IOG avait raté sa transformation du policier à en homme d'Etat. Vingt ans après, je maintiens le même constat.

ELECTIONS.

Depuis 2003, les partis d'opposition avaient boycotté toutes les élections pendant dix ans. Par la suite, en décembre 2012 le pouvoir, pour encourager ces partis à participer aux élections législatives de 2013, a publié un décret accordant des fiches des résultats, signés par le Président du bureau et tous délégués à la place des procès verbaux réclamés depuis longtemps par l'opposition. Jugeant au moins, que ces fichiers pouvaient servir pour contester les résultats qui seraient annoncés par le Ministère de l'Intérieur, une coalition des partis d'opposition sous le sigle USN (Union pour le Salut National) a participé à ces élections le 22 Février 2013. Elle avait gagné mais le pouvoir s'est proclamé vainqueur et s'est permis même d'arrêter certains responsables, condamnés par la suite lourdement.

Depuis cette date, le pouvoir est revenu sur ces fichiers des résultats qui permettaient aux listes concurrentes de contester la victoire de l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP). Pour les élections de 2016, le pouvoir se serait permis de préparer le tableau des résultats le matin même par cinq personnes, spécialistes des fraudes électorales dont l'une aurait été bien récompensé. Comptant d'annoncer la victoire de son candidat, le pouvoir s'est précipité et a affiché, sur la RTD dès 20h, les résultats complets sur ce tableau, alors que d'habitude c'était vers 1 ou 2h qu'on les découvrait. Cela a confirmé la rumeur qui courait en ville dès le milieu de la journée.

Ensuite, le pouvoir n'a jamais publié les résultats par bureau.

Après chaque élection, les observateurs internationaux adressent des recommandations au pouvoir pour améliorer la transparence électorale la fois suivante mais M. IOG les met, sans suite, dans ses tiroirs avec les autres textes comme il l'avait déjà fait pour la Charte de l'Union Africaine relative aux élections transparentes, création de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Il se dit :à Djibouti : « **c'est moi le patron et je fais ce que je veux.** »

Par la suite, les élections législatives de Février 2018 se sont déroulées de la même façon que celles de 2016 et aussi ses résultats par bureau n'ont jamais été publiés

De là, on déduit qu'avec le système d'IOG, la notion d'élection n'existe plus et il ne lui reste maintenant qu'à s'autoproclamer **Président à vie**.

Au cours de son 2ème mandat, il avait promis de ne pas se représenter pour le 3^{ème}. Parole non tenue. Ensuite, Il avait fait modifier la Constitution en supprimant son article 23 qui limitait le mandat présidentiel et l'a laissé ouvert à l'infini. Encore, dans l'exercice de son 3ème

mandat, dans l'interview accordé à l'hebdomadaire « Jeune Afrique », Il avait répété que ce serait son dernier. Une fois encore parole non tenue. **Quand, faut-il croire M. IOG ?**

Par ailleurs, lors du sommet de l'Union Africaine à Addis Ababa du 10 au 11 Février 2019, il avait été interviewé par la chaîne de Télévision France 24 et le journaliste lui avait rappelé cette interview, le pauvre IOG a donné une réponse évasive à sa question mais tous les téléspectateurs de cette chaîne à haute audience dans le Monde entier ont su qu'il était menteur sans limite. Dans cette même interview, il a dit qu'il va faire de notre pays le « **SINGAPOUR** » de l'Afrique. Il n'est pas interdit de rêver mais plutôt ce seraient les chinois qui, peut-être, pourraient le faire le jour où ils vont prendre notre pays pour leur dette, comme nous l'avait présenté le 22 Novembre 2015, déjà, l'Autorité du Port et des Zones franches à l'Assemblée Nationale **la maquette ressemblant bien la ville de Singapour.**

GESTION DES DENIERS PUBLICS.

Ce n'est pas la gestion de M. IOG qui a fait évoluer le Budget de l'Etat, c'est plutôt l'utilisation de notre port par l'Ethiopie qui a favorisé la création des activités qui n'existaient pas, tel transitaire. S'en suivirent les installations des bases militaires étrangères qui paient des loyers annuels, dont certaines ont créé des centaines d'emplois sauf celle de la Chine.

Le budget National est passé de 35,2 milliards FD (170 millions d'euros ou 183,65 millions de dollars) en 1999 à 132,798 milliards FD (638,451 millions d'euros ou 747,231 millions de dollars) en 2018.

A ces recettes s'ajoutent les loyers des bases militaires étrangères :

France : 30 millions d'euros soit 6,240 milliards de FD ; Etats Unis : 63 millions de dollars soit 11,196 milliards de FD ; Japon : 3 millions de dollars soit 533 millions de FD ; Chine: 20 millions de dollars soit 3,55 milliards de FD, mais d'après le rapport de certains pays occidentaux, ce loyer serait de 108 millions de dollars.

L'Italie : 3 millions de dollars soit 533 millions de FD.

Les recettes fiscales pour 2018 : 70,901 milliards de FD (340,87 millions d'euros ou 398,94 millions de dollars).

Dons : 10,573 milliards de FD (50,80 millions d'euros ou 59,50 millions de dollars).

Dépenses de personnel obligatoires : 34,875 milliards de FD (167,668 millions d'euros ou 196,236 millions de dollars).

Le total de recettes intérieures de l'Etat atteint 114,207 milliards de FD en 2018.

Quand on en déduit les dépenses de personnel, il reste 79,332 milliards de FD à affecter aux dépenses prioritaires à la disposition des autorités.

Malgré ces ressources financières propres importantes auxquelles il faut ajouter des fonds importants qui proviennent aussi bien des institutions financières internationales que des pays amis pour réduire la pauvreté mais jusqu'à présent, elle ne fait qu'augmenter à cause des gaspillages de ces fonds détournés de leur objectif par le pouvoir public. Résultat visible : la misère qui gagne de terrain dans la capitale sans parler des régions de l'intérieur. L'impunité est devenue reine dans notre pays sous le regard de M. IOG.

Actuellement, le Président de Rassemblement Populaire (RPP) prévoit de gaspiller des centaines des millions de FD des fonds publics pour le 40^{ème} anniversaire de ce parti qui s'est déjà construit depuis sa création avec les biens de l'Etat. Le RPP va, tôt ou tard après l'alternance va rendre de compte au peuple Djiboutien et son avenir reste incertain. Cela nous montre que M. IOG aime bien gaspiller les deniers publics pour des festivités au moment où le peuple fait face à la misère, aussi manque des médicaments.

Au Trésor, on attend les recettes de l'aéroport pour payer les frais de mission par manque des liquidités. Il existerait des circuits parallèles où les recettes de l'Etat seraient versées.

Lors de la création du RPP, ce sigle a été traduit par « **Rien pour le Peuple** », voilà maintenant c'est confirmé puisque son Président a privé la population des laits emportés et l'expose à des diverses maladies.

LE DEVELOPPEMENT.

Quand M. IOG parle de développement, il faut d'abord comprendre que sur les 23000km² du territoire de la République de Djibouti, seuls 400 km² (240 km² pour Djibouti ville et 160km² pour ses alentours) qui en sont concernés. Les 22600 km² en sont exclus sauf villes d'Ali-Sabieh et de Tadjourah.

Dans la région de Dikhil, le tronçon de la RN1 était devenu impraticable, d'abord entre Galafi et Yoboki, il y a trois ans. Actuellement, cet état s'est prolongé jusqu'à la capitale de la Région, soit une centaine de KM. M. IOG a fait plusieurs promesses aux autorités éthiopiennes qui

avaient demandé la remise en état de ce tronçon à maintes reprises, premier concerné en tant qu'utilisateur de cette route. Comme d'habitude, il n'a pas respecté ses paroles. Pourtant, la RN1 est vital pour l'économie de notre pays. Pourquoi, M. IOG avait-il attendu plus de trois ans pour commencer à réhabiliter ce tronçon de RN1? Et pourtant, c'est la République de Djibouti qui reste perdante.

Après la réconciliation entre nos deux voisins, la route Addis-Assab sera praticable d'ici sous peu et nous allons perdre une partie de trafic routier à cause de l'entêtement de M. IOG.

I- Il est vrai qu'il y eu de développement dans les infrastructures portuaires dont certains ne sont pas encore opérationnels.

- 1- **Quant au port de Damerjog**, il a été initié sans étude de faisabilité pour exporter le gaz qui arriverait de l'Ogaden en Ethiopie si ce gaz serait exploité un jour par ce pays. On en parle depuis le règne de l'Empereur. Le problème pour l'Etat djiboutien est ce qu'il investisse des millions de dollars dans un projet où les matières premières restent la propriété d'un autre Etat qui pourrait l'exporter à travers les ports des pays voisins au détriment de Djibouti. Dans ce projet, il y a plus campagne pour le 5^{ème} mandat. L'Ethiopie est aussi en négociation avec l'Erythrée pour l'exportation de sa production pétrolière à cause de trop de promesses non tenues et des accords même entre Etats non respectés, par expérience, de M. IOG depuis qu'il est pouvoir.

Il faut se rappeler comment l'usine d'aliments de bétail construite dans les années 80 en prévision d'importation des matières premières d'Ethiopie. Cela s'est terminé par la fermeture de cette usine par manque de ces matières premières avec des centaines des millions francs Djibouti partis en fumée pour l'Etat.

Je crains que ce port de Damerjog risque de subir le même sort que cette usine d'aliments de bétail mais en plus pour l'Etat à supporter le remboursement des millions de dollars empruntés auprès de la Chine.

- 2- **Le port chinois.** Lors de son inauguration par le Président de la République, M. IOG avait annoncé la création de 15000 emplois mais à ce jour aucune embauche a été faite et ce ne sera pas pour demain avec les Chinois.

- 3- **Le Port de Tadjourah.**

Ce port risque de ne jamais travailler à plein temps à cause de défaut de la route le reliant en Ethiopie. En effet, elle a été construite à la hâte sans l'étude de faisabilité sur le tronçon Tadjourah-Randa qui reste à la merci de la pluie. Après une forte précipitation, elle sera

impraticable pour une période plus ou moins longue. Après chaque pluie, ce sera les mêmes dégâts. Donc, il y aura souvent de perturbation dans son exploitation.

4- Ville d'Ali-Sabieh.

Trois projets y sont réalisés: Cimenterie, eau minérale et carrelage qui n'a jamais démarré. Les deux autres fonctionnent avec interruptions fréquentes. Eaux minérales II-JANO ont été privatisées.

5- Il y a aussi des projets lancés en 2015 dans le cadre de la campagne pour le 4ème mandat d'IOG mais abandonnés après les élections de 2016 :

- Aéroport Hassan Gouled
- Aéroport Ahmed Dini
- Adduction d'eau de Bissidiro
- La route Obock-Moulhoule
- Hôpitaux régionaux de Tadjourah, Obock et Dikhil
- Etc...

La vérité sur ce Développement pour lequel le pouvoir fait trop de publicité n'a aucun impact sur la vie quotidienne du peuple dont plus de 70% se trouvent dans la misère.

Quand on dit qu'un pays est développé, dès que les touristes mettent les pieds sur l'aéroport de la capitale, ils auraient pu le constater mais au contraire qu'est-ce qu'ils remarquent : le même aéroport qu'avant l'indépendance plus petit que celui de Hargeisa, capital d'un Etat non reconnu où même les écrans d'affichage des vols fonctionnent périodiquement mais trop souvent en panne.

En continuant leur chemin jusqu'à la place du 27 Juin (ex-place Ménélik), en passant par la route principale où les eaux usées coulent sur les côtés, ils débarquent à cette place principale de la Capitale, poussiéreuse, où les arcades des immeubles et les rues avoisinantes du quartier commercial servent des urinoirs. Ils constatent que ce qu'ils voient sur place est différente de ce qu'ils avaient lu et vu en image sur notre pays. Donc, le développement existe uniquement dans la tête de M. IOG. Personne d'autres ne le constate.

Il est vrai que dans la capitale il y a eu des immeubles neufs construits dans les nouveaux quartiers mais la plupart avec des fonds publics détournés sous les yeux d'IOG. Mais le développement d'un pays doit d'abord améliorer les conditions de vie de sa population mais

ce n'est pas le cas en République de Djibouti où tout est basé sur le mensonge de M. IOG à travers RTD, son outil de propagande pour endormir le peuple.

6- Logements sociaux

Quelques logements dits sociaux ont été construits mais ils n'ont rien de social puisque leurs loyers sont fixés entre 40000 et 50000 FD et en plus les futurs acquéreurs doivent payer 800000 FD pour le bas de porte, en principe, réservé aux locaux commerciaux.

7-La nouvelle Zone Franche.

Le 22 Novembre 2015, l'Autorité du Port et des Zones Franches nous avaient présenté à l'Assemblée Nationale, la maquette des grands tours, copies de ceux de Hong Kong ou Singapour, qui seront construits par la Chine en remplacement des immeubles existants dans l'enceinte et aux alentours de l'ancien Port, y compris la Zone Franche. Si les Chinois ont préparé cette maquette, ce qu'ils ont acheté ce terrain par M. IOG au détriment des intérêts du pays.

Donc, on peut expliquer son acharnement sur nos grands commerçants possédant des biens dans cette Zone Franche, M. IOG, par décret n° 2018-247 du 13 Août 2018 en violation, comme à son habitude, de la loi n° 53/AN/04/5èmeL du 17 Mai 2004 portant Code des Zones Franches, dont l'article 19 leur garantit le droit de propriété, leur demande de libérer cette Zone et les force à s'installer dans la nouvelle pour satisfaire les Chinois. Il privilégie les gains financiers aux intérêts généraux.

Quand M. IOG fait appel aux investisseurs étrangers, il oublie son différend avec le DP WORD grâce auquel a démarré l'évolution de notre économie et qui nous a permis de faire face à l'afflux des marchandises destinées à l'Éthiopie par le port de Doraleh construit par eux avec un temps record et avec le dynamisme de M. Abdourahan Boreh.

Au lieu de remercier DP WORD, pour son problème personnel avec son ex-ami, pour question des sous, il s'est permis de nationaliser leurs biens. Il en a droit mais il fallait d'abord tenir compte des intérêts du pays, aussi penser à attirer des nouveaux investisseurs.

L'affaire de DP WORD, n'encourage pas d'autres à investir dans notre pays où l'humeur du Président l'emporte sur la justice.

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET LA DETTE PUBLIQUE.

Le produit intérieur brut (PIB) est délibérément gonflé.

Pour 2017, il était de 371,02 milliards de FD [2,087 milliards de dollars), il est passé en 2018 à 408,300 milliards de FD [2,300 milliards de dollars) soit 500 000 FD par habitant et par an équivalent à 42000 FD par habitant et par mois.

En partant de la réalité que le peuple vit dans ce pays, ces chiffres montrent eux-mêmes qu'ils sont erronés. Ils servent uniquement à mentir aussi bien à la communauté internationale qu'au peuple.

Par ce mensonge, M. IOG a réussi à pénaliser notre pays en le privant des dons en acceptant la proposition d'intégration parmi les pays à revenus intermédiaires venant des institutions financières internationales qui défendent leurs intérêts. Au lieu de défendre la souveraineté nationale face à elles comme le faisait le Premier Président, (que son âme repose en paix), il a préféré choisir son prestige personnel sur la base des faux chiffres. On a l'impression qu'il cherche à faire partie des pays émergents, égal au Brésil, par son mensonge.

Pour le gonfler, chaque fois qu'un emprunt est contracté pour un investissement, il est pris en compte dans le PIB avant que celui-ci n'apporte de revenu à l'Etat. Il paraît, d'après le pouvoir [selon un ministre), que plutôt sur l'espoir qu'un jour que cet investissement va apporter des résultats à l'Etat.

Par exemple : le cas le plus frappant, c'est la géothermie, où les 150 millions de prêt, environ, pour ce projet sont déjà inclus dans le PIB alors que les deux puits forés n'ont donné aucun résultat.

Il serait question maintenant d'envisager la recherche de cette énergie sur le site de lac Abbé.

Quant à la croissance de 7% que M. IOG et son équipe inventent sert plutôt à endormir le peuple et une partie de la communauté internationale et l'autre partie lui faisant la publicité tout en connaissant la réalité. Les Djiboutiens n'en tirent rien et restent conscients que c'est de pur mensonge auquel ils sont habitués.

Cette méthode leur permet de majorer le dénominateur pour minorer le taux d'endettement réel qui pourrait s'approcher de 200 % si on le calculait sur nos données existantes puisque

chaque pays choisit sa propre méthode qui lui convient et qui le protège des ingérences des institutions financières. Il n'existe pas une méthode universelle.

Ce que j'ai décrit dans **ce BILAN**, c'est le constat de la gestion de M. IOG pendant vingt ans dont le peuple en est témoin. Ce dernier a été patient pour donner la priorité à la stabilité du pays au lieu de le suivre dans ses provocations dont l'exclusion exagérée des autres composantes de la Nation en est une. C'est la sagesse de notre population qui a sauvé des dérives qui en pouvaient éclater. Le peuple Djiboutien mérite d'être remercié pour son effort.

Sans scrupule, M. IOG se vante de maintenir la stabilité dans le pays par sa méthode policière.

Tout ce qui le croit doit prendre conscience de la réalité, en particulier la communauté internationale.

POPOSITION DE CONCERTATION DE M.IOG:

La proposition de concertation d'IOG avec les partis politiques du 30 Janvier 2019 est une bonne chose, en soi, dans la mesure où elle serait sincère de sa part, sans chercher la manipulation policière.

Je rappelle que j'étais membre de la commission de réhabilitation lors des négociations de l'accord de 2001 et aussi membre de celle parlementaire paritaire lors de celles de l'accord du 30 Décembre 2014. Cependant, il restait à négocier sur le projet de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

En tant que PDD, en application de la Charte Africaine, ratifiée par la République de Djibouti en 2007, nous sommes d'accord à négocier la CENI, sachant que les membres fondateurs de l'USN ont des représentants à l'Assemblée Nationale, et la mettre en place. Ensuite travailler ensemble pour préparer l'Alternance Démocratique en 2021 dans l'intérêt général de notre pays qui est entré dans l'immobilisme politique qui laisse son avenir incertain.

Fait à Djibouti, le 20 Février 2019

Mohamed Daoud Chehem

Président du PDD

Député de l'opposition

